

CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON FAISONS CONVERGER NOS LUTTES



Montreuil
salle des fêtes de la mairie
place Jean Jaurès
métro Mairie de Montreuil (ligne 9)



Pierre Laurent,

3 février 2018,

seul le prononcé fait foi

Il me revient de conclure ces États généraux du progrès social.

La journée a été riche, très utile, et elle nous ouvre à tous de nouvelles perspectives. C'était son but.

Ces États généraux du progrès social sont une étape, une démarche, une méthode que nous allons poursuivre et améliorer tous ensemble en avançant.

Je tiens avant de poursuivre à remercier, en votre nom à tous, les municipalités et les militants qui ont accueilli ce matin les ateliers à Ivry, Malakoff, Saint-Denis, Paris et, évidemment pour cet après-midi, Montreuil et son Maire Patrice Bessac.

Ces États généraux reposent sur une conviction qui a été exprimée par vous toutes, par vous tous, au cours de la journée, une conviction forte : vivre dignement au 21^e siècle, c'est possible !

Et le monde du profit dans lequel nous vivons nous en empêche et c'est insupportable !

Quand on aligne la situation inhumaine dans les Ephad, l'asphyxie de l'hôpital public, le cri d'alarme des gardiens de prison ou celui de la Procureure du Tribunal de Bobigny, le sort réservé aux migrants, les constats accablants de la fondation Abbé Pierre sur les millions de mal logés, le scandale Lactalis, les émeutes dans les magasins pour acheter du Nutella ou des couches à prix cassés... et tant d'autres scandales, on se dit que notre société va dans le mur, que le capitalisme tue l'humain et que nous avons raison de clamer avec force l'humain d'abord !

Oui, la page de ce système doit se tourner et nos luttes portent l'exigence de cette nouvelle humanité.

Vous l'avez dit tout au long de la journée, nous ne sortirons pas de la crise dans laquelle nous enfonce chaque jour un peu plus les politiques d'austérité et les logiques de rentabilité, en allant toujours plus loin dans cette direction. La modernité de Macron est une supercherie. Et les Français la paieront cher si nous le laissons faire.

Oui, contre la finance, les coûts exorbitants du capital, le gaspillage et la confiscation des richesses, du travail, des ressources de la planète par une petite minorité de privilégiés, nous faisons le choix du progrès humain, de la modernité, du partage, du service public, de la coopération, de la mise en commun !

Oui, nous pensons que servir le progrès humain prépare mieux l'avenir que de se plier aux visées égoïstes des « *premiers de cordée* » et des actionnaires du CAC 40 dont on attendra toujours en vain le ruissellement !

Parce qu'au pays du capitalisme, c'est bien connu, il pleut toujours où c'est mouillé, l'argent va à l'argent.

C'est d'une autre logique dont nous avons besoin.

Vous l'avez démontré tout au long de cette journée. Et nous sommes prêts à affronter, arguments et chiffres en main, qui le voudra bien dans n'importe quelle émission télévisée, car il n'y a pas d'un côté ceux qui ont la main sur le cœur et, de l'autre, les réalistes qui nous ramèneraient à la raison.

Il y a ceux qui, en soignant l'humain, prépare l'avenir commun, et ceux qui, en le piétinant, nous conduise dans un monde de violences de plus en plus dur à vivre.

Cette journée n'est donc pas un rappel de principes généraux, aussi justes soient-ils ! C'est une étape, je l'ai dit une méthode pour construire nos luttes dans la durée et pour gagner.

Nous voulons un calendrier d'actions, une démarche dans la durée pour faire entrer dans la vie des changements palpables, et l'ambition concrète d'un nouveau progrès social.

Pour gagner, il faut des idées, comme celles que nous avons échangées, des idées pour démonter le dogmatisme libéral, des idées nouvelles pour produire, vivre, coopérer autrement.

Pour gagner, il faut de la ténacité, car les luttes que nous menons seront gagnées dans la durée.

Pour gagner, il faut conquérir de nouveaux pouvoirs, de l'entreprise au plus haut sommet de l'État.

Et pour gagner, il faut de l'unité, donc notre démarche sera de toujours rassembler, sans exclusive, sans polémique inutile, dans le respect de tous.

Nous avons permis pour cela à une multitude d'actrices et acteurs de luttes de se retrouver, de mettre en commun leurs propositions et expériences, pour mieux converger dans l'action.

Je vous appelle à amplifier cette démarche dans tout le pays, en popularisant dès demain l'appel des États généraux qui vient d'être lu.

Quelle batailles voulons-nous mener ? Que voulons-nous gagner ?

La bataille de l'hôpital public, d'abord, qui doit d'urgence être placé en dehors de toute politique d'austérité !

On est en train de préparer de véritables zones blanches sanitaires, aggravant encore l'inégalité d'accès aux soins.

La T2A et la logique de concentrations font des ravages.

Des mobilisations sont en cours dans tout le pays. Plus de mille médecins ont signé un appel contre les ravages des orientations en cours.

Ce que veut la population, c'est l'égalité d'accès à une médecine de qualité, pas un « *tout ambulatoire* », appliqué aveuglément, qui fermera 7 lits sur 10 d'ici 2020 !

Ce que veut la population, ce ne sont pas des mégastructures hospitalières mais des hôpitaux publics, alliant performance dans la qualité des soins et proximité, travaillant en concertation avec les services spécialisés, de recherche et d'enseignement, dans un parcours de soins intégrant une offre publique ambulatoire de centres de santé, des équipes en nombre suffisant et bien formées, investies dans la prise en charge partagée.

La modernité, c'est le service public hospitalier, pas la mainmise des groupes privés sur la santé.

Nous allons donner toute l'ampleur nécessaire au Tour de France initié par les parlementaires communistes Pierre Dharréville, Laurence Cohen, Dominique Watrin, pour aller à la rencontre des personnels, des patients, des médecins.
Et je serai à leurs côtés le 12 février prochain à Lyon !

La bataille pour la dignité humaine dans les Ephaad et le développement d'un vrai service public de la prise en charge de la perte d'autonomie sera au cœur de ce Tour de France.

La mobilisation tenue cette semaine à l'appel de toutes les organisations syndicales et des directions d'établissements a dit combien la situation est aujourd'hui indigne pour les salariés comme les personnes prise en charge. Militants et élus communistes y étaient présents en nombre.

Les personnels des EHPAD (publics et privés) sont confrontés à une dégradation continue de leurs conditions de travail.

La prise en charge de la perte d'autonomie a été abandonnée par l'État et livrée à diverses entités privées qui touchent des fonds publics et réalisent des profits colossaux. Ainsi, l'entreprise Korian, qui gère plus de 710 établissements, a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 3 Milliards d'euros et des bénéfices de 265 millions !

Le profit ou la dignité humaine, il va falloir choisir !

Il faut d'urgence dans ce secteur le retour d'une logique de service public. C'est notre objectif dans la durée. Le privé ne peut pas s'enrichir sur le dos de nos aînés, de leurs familles et des personnels.

Ici, à Montreuil, vous avez avancé au contraire la proposition de la création d'emplois statutaires sur la base d'un(e) soignant(e) par personne âgée, paramédicaux, aides-soignants, médecins, conformément aux objectifs du plan « Solidarité grand âge » de 2006, quand la ministre parle, elle, de débloquer 50 millions supplémentaires, soit 1 aide-soignante pour 7 EPHAD.

Avec nos élus, nos militants et nos parlementaires, nous poursuivrons l'action en ce sens.

Faire des profits, de la naissance avec l'affaire Lactalis, jusqu'à la fin de vie, avec les EHPAD, voilà la modernité à la sauce Macron dont notre société ne veut plus.

Concernant Lactalis, nous allons nous investir avec Sébastien Jumel dans la commission d'enquête parlementaire et nous sommes attentifs à la déclaration que viennent de publier en commun six organisations de la CGT et l'Indecosa CGT qui a décidé de se porter partie civile. Nous irons au bout de cette affaire pour faire la clarté sur les responsabilités du PDG, Emmanuel Besnier, une des plus grandes fortunes françaises, et des choix d'austérité des gouvernements successifs.

Çà ne doit plus continuer comme avant.
La santé n'est pas une marchandise.
Elle est notre bien commun à toutes et tous !

Le partage des savoirs, c'est un autre bien commun à construire.
La bataille qui est engagée contre la réforme du bac et l'instauration d'une sélection officialisée à l'entrée de l'Université, nous la mènerons sans relâche jusqu'à la rentrée universitaire prochaine.

Le gouvernement prend les étudiants en tenaille de manière très hypocrite.
D'un côté, un budget qui ne donne pas aux universités le moyen d'accueillir une population étudiante en augmentation.
De l'autre, « Parcoursup » qui n'aide en rien à l'orientation, mais offre le moyen de sélectionner les étudiants.
Et, cerise sur le gâteau, la loi est appliquée par décret avant d'avoir été votée !

Notre groupe au Sénat a déposé un recours en référé au Conseil d'État, cosigné par l'Unef et le Snesup.
Au lendemain des mobilisations des 1^{er} et 6 février, nous combattons cette loi les 7 et 8 février au Sénat.
Pierre Ouzoulias, sénateur des Hauts-de-Seine, après Elsa Faucillon à l'Assemblée, portera notre voix pour défendre le droit aux études supérieures pour tous.

Je rappelle que, déjà, le groupe CRCE est le seul, au Sénat à avoir voté contre le budget de l'enseignement supérieur parce qu'il refusait aux universités les budgets leur permettant de faire face à cet afflux de candidatures.

Ce combat nous le poursuivrons sans relâche, y compris cet été et à la rentrée universitaire pour aider à inscrire tous les recalés du système.

La bataille, il va falloir la mener pour l'avenir de tous les services publics. L'attaque frontale engagée par le gouvernement pour ouvrir le permis de licencier dans la fonction publique, pour précariser l'emploi et généraliser le recours aux contractuels ouvre la porte à des privatisations en rafale dans toutes les missions de services publics.

Il manque des emplois partout, dans les hôpitaux, dans l'éducation nationale et les universités, dans la justice, dans les prisons, dans la police de proximité, dans les collectivités territoriales...
Et que dit le gouvernement aux fonctionnaires : prenez la porte ! Par ici la sortie !

C'est scandaleux, c'est irresponsable. Une grande bataille s'engage. Nous demanderons à rencontrer dans les jours à venir tous les syndicats pour mener cette bataille à leurs côtés.

Nous poursuivrons, pour les mêmes raisons, la bataille du rail, celle des transports du quotidien, du maillage urbain et rural, le plus fin aux plus grandes infrastructures, nécessaires à un droit à la mobilité égale pour tous sur tout le territoire.

La mobilisation pour la réalisation pleine et entière du réseau gagné de haute lutte du Grand Paris Express, vient à nouveau de payer avec l'engagement du gouvernement d'aller au bout de ce projet en mettant plus d'argent et d'emplois pour tenir les délais. C'est une belle victoire après les tergiversations de ces derniers mois.

Cette bataille reste à gagner pour le ferroviaire et les transports du quotidien à l'échelle nationale, pour stopper la poursuite du saccage de la SNCF et obtenir les moyens nécessaires pour l'avenir du rail et du fret, indispensables au droit à la mobilité et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Comme nous l'avions annoncé, la loi de 2014 qui a éclaté la SNCF en 3 entités ne sert qu'à une chose : à privatiser le transport ferroviaire, quitte à socialiser les pertes, à reporter le service public sur des régions incapables d'investir seules au niveau nécessaire, à privatiser ce qui peut rapporter et notamment certaines liaisons TGV.

Cela se traduit par des transferts sur les bus, par une régularité en berne, par des pannes liées au manque de maintenance et d'investissements, par le choix d'ouvrir aux privés dans certaines régions, par des fermetures de ligne, la suppression de points de vente car les régions n'auront pas les moyens de financer leur maintien.

Dans les régions, ils veulent passer d'un service public national décentralisé à des missions de services publics régionalisées, ouvertes à des boîtes privées par appels d'offres.

Et quand Macron veut bien évoquer la dette, c'est pour un chantage insupportable en mettant dans la balance le statut des cheminots et leur régime de protection sociale et de retraite, alors que, comme cela est démontré, ces éléments n'ont rien à voir avec les difficultés structurelles du ferroviaire dans notre pays.

Alors, le 8 février, jeudi prochain, nous serons avec les cheminots dans la rue, pour poursuivre avec eux cette nouvelle bataille du rail !

La modernité qui est la nôtre, c'est la modernité sociale et écologique, celle qui n'oblige pas à faire 100 km pour se soigner ou pour accoucher, celle qui n'interdit pas l'université aux enfants des couches populaires, qui n'impose pas de long trajets domicile-travail en voiture au mépris de l'environnement.

Et est-ce votre modernité, Monsieur Macron, celle qui continue à maintenir dans le mal-logement de 12 à 15 millions de nos concitoyens ?

Nous avons combattu la baisse de l'APL et la déstabilisation des organismes HLM ! Mais surtout nous voulons agir au jour le jour pour amplifier des politiques publiques d'habitat pour tous, avec des parcours résidentiels diversifiés, accessibles à tous, dans une ville plus humaine, et des territoires ruraux revitalisés.

Entre la spéculation foncière et immobilière et le logement pour tous, là encore, il va falloir choisir !

La loi que prépare le gouvernement, pleine de dangers, doit donner lieu à une grande mobilisation citoyenne, à laquelle nous entendons pleinement participer avec nos élus et parlementaires en pointe sur le sujet, Stéphane Peu, Cécile Cukierman, Ian Brossat.

Nous préparons également un projet de loi pour mettre un terme aux pratiques illégales et purement spéculatives de la plate-forme Airbnb, championne de l'évitement fiscal ! Je déposerai ce projet au Sénat dans quelques semaines. Nous empêcherons Airbnb et d'autres évadés fiscaux de continuer à dormir tranquille à nos frais sur les pentes du rocher de Gibraltar !

La société française, à l'image du monde capitaliste mondialisé, crève des inégalités qu'elle continue de creuser au profit des riches et de la finance.

Non content d'être le président des riches, Emmanuel Macron se voit en grand monarque de la République.

Le régime dont il rêve est celui de l'absolutisme présidentiel : plus d'ordonnances et moins de pouvoir législatif au Parlement, plus de concentration des pouvoirs et moins de décentralisation et de pouvoir d'initiative des collectivités locales, plus de pouvoirs au préfet et de moins en moins d'élus, de moins en moins de communes, moins de parlementaires élus du peuple.

Les territoires doivent se lever en masse pour dire non à ces inégalités croissantes, non à ce massacre démocratique, non à la réduction envisagée du nombre des parlementaires qui conduirait à n'avoir plus qu'un député pour 200.000 habitants - un rêve pour les députés En marche qui ne savent même pas ce que veut dire permanence électorale en circonscription -, non à la disparition des départements de la petite couronne parisienne et à celle du pouvoir des communes dans tout le pays.

Oui, aujourd'hui, à Montreuil, nous affirmons l'obligation du développement des territoires dans l'égalité.

Avec les élus engagés dans l'appel de Grigny, nous continuerons les luttes pour que les quartiers populaires retrouvent véritablement le droit à l'égalité pour tous leurs habitants. Nous mènerons la bataille pour inventer des métropoles populaires et non des métropoles de la ségrégation, comme cela s'est discuté il y a 8 jours dans les Rencontres Niemeyer tenues à l'initiative de notre Parti avec une grande diversité d'acteurs de la ville, plus de 400 participants.

Nous serons Place de la République le 18 mars pour fêter symboliquement la commune, à l'appel de 22 maires communistes et Front de gauche autour d'un grand pique-nique citoyen.

Nous tiendrons le 7 mars au Sénat, à l'initiative d'Elianne Assassi et d'André Chassaigne, un Colloque pour lancer la bataille citoyenne sur la révision constitutionnelle.

Le progrès social, le droit à l'égalité pour toutes et tous, c'est l'humanité à laquelle nous aspirons.

Pour les femmes qui se lèvent en masse dans le monde contre les violences, les agressions, les meurtres.

Pour les migrants, dont Florent Guegen nous a rappelés avec force le droit à la dignité et notre devoir d'accueil et d'asile pour ne pas laisser faire de notre planète, de notre continent européen, de notre pays, des terres sans humanité, sans richesse partagée.

Si nous croyons au progrès social pour toutes et tous, c'est aussi parce que nous menons le combat pour le respect du travail, que nous en connaissons la valeur, que nous luttons contre la confiscation de son sens au profit des seuls intérêts financiers.

Faire le choix du progrès social suppose de s'attaquer à l'exclusivité du pouvoir patronal dans les entreprises, même les plus grandes, les plus puissantes !
Nous n'en avons pas fini avec la bataille contre les ordonnances Macron. Ça ne fait que commencer.

On connaît la rengaine, vieille de plusieurs décennies, qui consiste à décréter que pour « *pouvoir embaucher, les employeurs doivent être assurés de pouvoir licencier* ».

Dès la promulgation des ordonnances, le Figaro, toujours bien informé, ne s'y était pas trompé : « *les filiales françaises de groupes internationaux auront plus de marges de manœuvre pour recourir à des plans sociaux* ».

Et le gouvernement de compléter le dispositif avec les « ruptures conventionnelles collectives ».

Les grands groupes n'ont pas tardé à s'enfoncer dans la brèche.

Nous allons mener la bataille en demandant des comptes à ceux qui n'en rendent jamais. Ceux qui ont des dettes envers la société ne sont pas ceux qu'on croit. Carrefour annonce la suppression de 2 400 emplois, majoritairement des femmes, qui se retrouvent ainsi brutalement remerciées après avoir servi Carrefour plusieurs années ou décennies durant.

Aujourd'hui, vous avez décidé de demander aux actionnaires de Carrefour quand comptent-ils rembourser les 134 millions de CICE touchés en 2016 au nom du soutien à l'emploi.

Vous avez raison et, à la banalisation du licenciement, il faut maintenant opposer une autre logique.

Nous reprenons, ici à Montreuil, l'appel lancé par une grande diversité de militants syndicaux, associatifs, politiques et intellectuels « *pour une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation* » qui dessine, comme l'a rappelé récemment André Chassaing dans une proposition de loi déposée à l'Assemblée, un nouveau droit à la formation et à des mobilités maîtrisées, entre des périodes d'emploi et des périodes de formation, avec un revenu sécurisé plutôt que de minces allocations chômage et une vraie réduction du temps de travail.

Cette loi, qu'il faut partout mettre en débat, qui comporte une nouvelle définition de l'entreprise, permettrait de remettre au cœur du débat le travail non pas comme un coût,

une variable d'ajustement, mais bien comme un moyen d'épanouissement et de progrès de toute la société.

Le cas d'Alstom est lui aussi symbolique.

Nous réaffirmons ici à Montreuil que si une coopération étroite entre grands industriels de l'énergie et du ferroviaire européen peut être utile pour répondre aux besoins de développement des services publics en Europe, ce serait une folie que d'aller brader les atouts d'Alstom dans une fusion-absorption par Siemens guidée par les seuls intérêts financiers des actionnaires.

C'est pourquoi nous estimons que l'État devait exercer son option d'achat sur les titres détenus dans Alstom par Bouygues, suspendre l'opération annoncée et ouvrir un large débat démocratique sur les conditions d'une alliance effective entre égaux, avec l'idée d'un contrôle public de dimension européenne sur la nouvelle entité qui serait créée. Début octobre, les députés et sénateurs communistes, Fabien Roussel et Fabien Gay, ont demandé une commission d'enquête parlementaire sur le dossier Alstom-Siemens. Sur injonction des actionnaires, le gouvernement a décidé de ne rien faire.

Allons-nous continuer longtemps comme cela, à priver la société des débats qui concernent son avenir ?

La vision et l'action pour le progrès de la société lient de manière inextricable les grands dossiers qui touchent à l'avenir de l'Humanité : le social, les nouvelles formes du travail, la sécurité, l'écologie. Nous avons le devoir de percer par notre action les murs du silence. C'est par là que commence la bataille pour arracher les nouveaux pouvoirs dont les salariés, les citoyens, les élus doivent disposer dans l'intérêt de tous.

Je suis loin d'avoir évoqué toutes les batailles ici mentionnées tout au long de la journée.

Et notamment celles majeures des retraites, de la formation professionnelle et de l'indemnisation chômage qui s'annoncent. Nous construisons tous ces rendez-vous avec le même esprit offensif.

Nous serons de la manifestation sur les retraites le 15 mars prochain, notamment, pour dénoncer l'inique ponction de la CSG.

Je veux conclure en ouvrant quelques perspectives à la poursuite de nos combats.

D'abord, nous allons les amplifier partout sur le terrain. Sans cet ancrage de terrain, sans la bataille d'explication, de démonstration, sans la construction de propositions alternatives, sans la passion du rassemblement, rien de solide ne se construira.

La convergence doit, elle aussi, progresser à travers la conscience commune des intérêts partagés par tous les acteurs, toutes les actrices de ces luttes.

Nous voyons bien que le progrès social se décline à toutes les échelles, de la plus locale, départementale, régionale, nationale, à la plus vaste, européenne ou mondiale.

De nombreux rendez-vous sont fixés. De plus en plus, et c'est tant mieux.

Les 7 et 8 mars prochains, au Sénat, le 7 à l'Assemblée nationale, le 8 les parlementaires communistes porteront dans leurs niches parlementaires sept projets de loi ou résolutions. Faisons de ces deux journées, des moments de popularisation, de mobilisation de visibilité nationale autour de notre travail de propositions.

Ces jours là, nos propositions porteront sur la lutte contre les marchands de sommeil, sur la gratuité des transports scolaires, sur la reconnaissance sociale de droits nouveaux pour les aidants familiaux, sur les retraites agricoles.

Deux d'entre-elles mettront à nouveau en lumière la lutte contre l'évasion fiscale, au Sénat pour porter la demande d'une COP fiscale mondiale, à l'Assemblée pour demander la création d'une liste française des paradis fiscaux.

Et, enfin, le 8 mars, Marie-George Buffet portera un projet de loi sur l'égalité salariale femmes-hommes visant à lutter contre la précarité des femmes au travail. Nous pouvons saisir l'occasion pour en faire une journée de lutte concrète pour l'égalité !

Nous mettrons à la disposition de tous d'autres rendez-vous de travail et d'action, utiles au développement des luttes sur tous les fronts. Investir tous les terrains, c'est aussi une condition pour que nos luttes soient victorieuses.

Je vous invite aux 3^{èmes} États généraux du numérique les 9 et 10 mars, aux Assises communistes pour l'écologie des 4 et 5 mai, à la Convention nationale pour l'art, la culture et l'éducation populaire le 29 septembre.

Et je vous demande, enfin, de prendre bonne date de l'initiative qui se construit en ce moment dans les Hauts-de-France et qui pourrait bien donner des idées à beaucoup d'autres.

Le 9 juin, les parlementaires, élus et responsables communistes de cette grande région populaire appellent à marcher vers l'Élysée pour porter les colères et les espoirs de toute une région, pour dire « *arrêtez l'austérité et les vieilles recettes libérales. Nous voulons du neuf* ».

A en croire les médias, Macron a le vent en poupe.

Voilà un menu de travail qui pourrait démentir les pronostics officiels.

Saisissez-vous de chaque combat en cours, de chaque rendez-vous, de chaque date, et appel en main, allez à la rencontre d'un maximum de nos concitoyens, d'un maximum d'associations, de syndicalistes.

Créons une dynamique qui nous permettra, en investissant résolument la société, d'arracher des victoires qui seront autant de jalons pour créer des majorités d'idées et d'actions, et demain une nouvelle majorité politique.

Ce que nous allons mettre en œuvre concrètement, c'est un immense front des luttes !

N'ayons pas peur de notre propre ambition : nous voulons gagner !

Et nous sommes capables de reconstruire les chemins de victoires ! Pour le progrès social de tous !

Merci encore à toutes et tous.

Bon retour et au travail !